



EXTÉRIEUR.

RUSSIE.

Petersbourg, le 24 février.

DÉCLARATION.

L'EMPEREUR, justement indigné lorsqu'il apprit la violence que l'Angleterre venait de se permettre contre le roi de Danemarck, fidèle à son propre caractère et dans l'esprit de la constante sollicitude qu'il met à la conservation des intérêts de son Empire, prévint le roi de la Grande-Bretagne qu'il ne resterait pas insensible à cet outrage, à cette spoliation sans exemple que l'Angleterre venait de se permettre contre un roi son parent, son ami, et l'antique allié de la Russie.

S. M. I. fit part de cette détermination au roi de Suède, par une note qui a été remise à son ambassadeur, le 24 septembre de l'année passée.

Un traité positif contracté en 1780 par l'impératrice Catherine et le feu roi Gustave III, un second conclu en 1800 par feu l'Empereur Paul et le roi qui règne aujourd'hui, portaient cet engagement réciproque et formel de soutenir le principe que la Baltique est une mer fermée, et de garantir cette mer et ses côtes de toute hostilité, violence et vexation quelconque; employant, pour y parvenir, tous les moyens qui sont en leur pouvoir. S. M. I., considérant ces deux traités, se regarda non-seulement en droit, mais se crut obligée à réclamer la coopération de la Suède contre l'Angleterre.

Le roi ne nia pas les engagements que l'on vient de citer, mais il se refusa à toute coopération, tant que les armées françaises ne seraient pas éloignées des côtes de la Baltique, et que les ports allemands ne seraient ouverts au commerce anglais. Il était question de réprimer la violence commise par l'Angleterre, et qui a irrité l'Europe entière; l'Empereur demandait au roi de Suède sa coopération, fondée sur des traités, et ce monarque lui proposa pour toute réponse de remettre l'exécution des traités à une autre époque, et de s'employer aujourd'hui à procurer à l'Angleterre le commerce de tous les ports de l'Allemagne; en un mot, à servir cette même Angleterre, contre laquelle il est question de prendre des mesures de défense.

Il est par conséquent difficile de constater davantage la partialité du roi de Suède en faveur de la Grande-Bretagne, qu'il ne vient de l'établir lui-même.

S. M. I. fit remettre le 16 novembre une seconde note, par laquelle, rappelant au roi qu'elle venait de rompre avec l'Angleterre, elle réclama de nouveau sa coopération.

Cette note est restée près de deux mois sans réponse, et celle qui a été faite et qui vient d'être remise au ministère de S. M. I. le 19 de janvier, porte le cachet de la précédente.

L'empereur, loin de se reprocher sa modération, se plaint en effet à avoir épuisé jusqu'aujourd'hui tous les moyens qui sont en son pouvoir, essayant de faire revenir S. M. suédoise au seul système qui convienne à ses Etats; mais enfin il doit à ses peuples, à la sûreté de son empire, qui est la suprême loi, de ne plus laisser plus long-temps comme une question indécise la coopération de la Suède avec la Russie et le Danemarck contre l'Angleterre.

L'empereur était instruit que le cabinet de Saint-James, cherchant à rattacher le Danemarck à son système par la crainte, l'avait menacé que le roi de Suède ferait entrer ses troupes en Sède, en réciprocité de quoi la possession de la Norvège devait lui être assurée.

L'empereur venant d'apprendre de même que, lorsque le roi le laissait sans réponse, il traitait en secret une alliance à Londres, S. M. a trouvé que l'intérêt de son empire serait bien mal assuré, si, lorsque la lutte commencerait entre l'Angleterre et la Russie, le roi de Suède, si voisin de ses Etats, voulait couvrir pendant quelque temps de l'aspect d'une feinte neutralité, les sentiments d'un attachement connu pour l'Angleterre. S. M. I. ne peut laisser dans le vague la position de la Suède à l'égard de la Russie; elle ne doit par conséquent pas admettre sa neutralité.

Les dispositions du roi étant constatées, il ne reste donc plus à S. M. I. que de recourir sans délai à tous les moyens que la Providence ne lui a confiés que pour qu'elle en use, afin d'as-

surer la sécurité de son Empire, et elle en prévient le roi et l'Europe entière.

S'acquittant ainsi de ce qu'exige de lui le salut de son Empire, l'Empereur est prêt à convertir les mesures qu'il va prendre en une mesure de prudence, si le roi veut bien, sans délai, se joindre à la Russie et au Danemarck, afin de fermer la Baltique à l'Angleterre jusqu'à la paix maritime. Il invite même pour la dernière fois le roi son beau-frère, et avec toute la chaleur de la véritable amitié, de ne plus hésiter à remplir ses engagements, et à admettre le seul système qui convienne aux intérêts des puissances du Nord.

Qu'est-ce qu'a gagné au reste la Suède depuis que son monarque adhère aux intérêts de l'Angleterre?

Rien n'affligerait autant l'Empereur que de voir la Suède et la Russie désunies; et il dépend encore de S. M. suédoise de prendre, mais sur-le-champ, un parti qui conserverait les deux Etats dans une intime alliance et dans une parfaite harmonie.

Du 27 février.

La Gazette de la Cour a publié, en langue russe, la déclaration de l'Angleterre avec les notes du Moniteur sur cette déclaration, qui a été, comme on sait, faite en réponse à celle de Russie.

— M. le prince Dolgorucki est nommé ambassadeur de Russie en Hollande.

— Le froid est toujours rigoureux. Le thermomètre de Réaumur est constamment de 15 à 20 degrés. (Gazette de France.)

SUEDE.

Stockholm, le 4 mars.

C'est hier que nous avons eu la douleur de voir arrêter le ministre de Russie, M. Alopeus. Voici comment cet étrange événement s'est passé:

Hier à deux heures du matin, l'aide de camp du roi, le colonel baron de Boye, se fit annoncer chez M. Alopeus, et déclara à ce ministre qu'il avait ordre de l'arrêter, et de mettre les scellés sur ses papiers et sur ceux de sa chancellerie: comme de raison, ce ministre protesta et voulut se mettre en défense; mais des officiers et un détachement nombreux de gardes du corps parurent, et il ne resta plus qu'à se soumettre. On alla réveiller et chercher en ville tous les employés de la chancellerie de Russie, et tous furent gardés dans la maison. Un lieutenant des gardes du corps répond de la personne du ministre, et quatre sous-officiers sont chargés de la garde des employés; Les portes sont gardées par des sentinelles. On a proposé à M^{me}. Alopeus de quitter sa maison pour se retirer en ville, ou de se soumettre à rester enfermée chez elle; on pense bien que son choix n'a pas été douteux: cette malheureuse femme étoit depuis deux jours sous le poids du chagrin que lui cause la perte de son fils. Voici la consigne qui a été donnée à la garde:

„ Le ci-devant ministre de Russie à la cour de Suède ne pourra sortir ni lui, ni ses secrétaires „ et domestiques; ils ne pourront communiquer „ ni par écrit, ni de bouche avec qui que ce „ soit; personne ne pourra monter chez lui, que „ muni d'une permission délivrée par le ministre „ des affaires étrangères ou par le gouverneur „ de la ville. „

Le sous-gouverneur de la ville s'est rendu chez le ministre de Russie, pour convenir avec lui des moyens de pourvoir aux fournitures de sa maison. Le ministre l'a reçu avec dignité, et lui a répondu qu'il ne voulait aucune faveur de la part du roi de Suède; qu'après avoir poussé la violence jusqu'à le faire arrêter, on pouvait l'affamer, mais qu'enfin il appartenait à un souverain assez grand et assez puissant pour le venger; qu'il étoit étonné qu'on vint gravement lui parler de détails de fournitures domestiques; que ces soins appartenaient à son maître-d'hôtel, et que si on allait jusqu'à refuser à celui-ci la liberté de s'y livrer, la légation se réduirait à manger du pain, et que sans doute ses compatriotes sauraient venger tant d'outrages.

Voici la note que le ministre des affaires étrangères de Suède, M. d'Erenheim a remise dans ces circonstances à M. Alopeus.

„ Le roi vient de recevoir la nouvelle qu'une „ armée russe est entrée en Finlande et s'est „ avancée jusqu'à Lovisa. Cette attaque inopinée „ à tous les caractères d'une perfidie; en consé-

„ quence, S. M. a donné l'ordre au sousigné „ de déclarer à M. Alopeus, ministre de Russie „ près la cour de Suède, que le roi regarde ses „ fonctions diplomatiques comme ayant entière- „ ment cessé (1). „ Signé, EHRENHEIM.

Du 7 mars.

C'est par le télégraphe de Grislehamn, que nous avons appris la première nouvelle que les Russes ont occupé la ville de Lovisa en Finlande. Nos troupes paraissent se retirer de la Finlande. Le quartier-général du baron de Klingsporr étoit, d'après les dernières dépêches, à Tavastehum, et la plus grande partie de l'armée se dirigeait vers la Scanie.

C'est le 21 février que les troupes russes entre- rent dans la Finlande suédoise, en passant la Kymméné sur trois points; savoir, à Abborfors, à Kietlis et à Anjala; il n'y eut que des escarmouches insignifiantes avec les postes avancés suédois, qui se replièrent sur toute la ligne. Arrivé à Pernaa, le général Buxhowden fit publier la proclamation suivante, écrite en finnois et en suédois, et datée de Frédéricshamn, le 18 (6) février:

PROCLAMATION.

Bons voisins et habitants de la Finlande suédoise!

C'est avec le plus grand déplaisir que S. M. l'Empereur de Russie, mon très-gracieux maître et très-puissant souverain, se voit forcé d'envoyer dans votre pays les troupes sous mes ordres.

Cette démarche, rendue nécessaire par les événements qui se passent en Suède, est d'autant plus désagréable à S. M. I., qu'elle se rappelle encore parfaitement les nobles sentiments de bon voisinage, ainsi que la sincère et libre confiance en la protection de la Russie que montra l'intrepide nation finnoise au commencement de la dernière guerre, lorsque le roi de Suède, sans la moindre raison et en contravention à vos lois constitutionnelles, se permit une invasion de nos frontières, aussi subite qu'injuste.

(1) Il n'est pas besoin de faire d'observations sur cette étrange note. Si les fonctions de M. Alopeus ont cessé, pourquoi l'arrêtez-vous, car vous prétendez l'arrêter comme ministre de Russie? Expliquez-vous: où vous l'arrêtez comme ministre de Russie, et alors l'histoire ne fournit pas d'exemple d'une si barbare conduite; aucun gouvernement, hormis le Dey d'Alger, n'a la lâcheté de méconnaître le caractère sacré d'ambassadeur: la Porte elle-même n'envoie plus aux Sept-Tours. Ou vous arrêtez M. Alopeus comme simple particulier, et cependant vous lui avez fait déclarer que vous n'avez aucun sujet de plainte contre sa personne. C'est pourtant sa personne que vous arrêtez, si ce n'est plus celle du ministre de Russie. Où en sera l'Europe? quel moyen restera-t-il de s'entendre si un souverain a le droit de dire à un ministre: « Tes fonctions ont cessé; en conséquence, je te fais arrêter; je te fais pendre! » Voilà un droit public nouveau! Puisque les fonctions de M. Alopeus avaient cessé, il fallait que le roi de Suède lui fit remettre des passeports, lui donnât une escorte, et alors tout aurait été en règle. Lorsque lord Landerdale passait par Boulogne pour retourner en Angleterre, les Anglais brûlaient la ville. On conviendra qu'un gouvernement un peu délicat n'aurait pas choisi le moment du passage de son ambassadeur pour l'exécution d'une mesure hostile de cette espèce; cependant on n'en eût pas moins d'égards pour le ministre d'Angleterre; les malheureux habitants de Boulogne qui voyaient leurs maisons en feu, ne se permit pas même un murmure: On croirait que la conduite du roi de Suède envers le ministre de Russie appartient à un autre siècle!

Que voulait donc le roi de Suède? Se venger de la déclaration de guerre de la Russie? Mais c'est avec le canon qu'on se venge de pareils outrages; ce n'est pas en vexant lâchement un malheureux individu. Il eût été encore plus raisonnable que le ministre des affaires étrangères de Suède envoyât un cartel à M. Alopeus, et qu'ils se fussent battus sur les boulevards de Stockholm.

Quant à la perfidie de la Russie, il est plaisant que le roi de Suède qui, apostat de la ligue du Nord, s'est réjoui des malheurs de Copenhague, qui a ouvert les ports de la Baltique aux flottes anglaises, et a vendu ses sujets 14 schellings par tête à Londres, vienne aujourd'hui appeler perfidie une guerre juste, s'il en fut jamais, et qui lui est annoncée depuis six mois.....

Mais pourquoi raisonner et chercher du bon sens lorsque c'est un prince aveugle et sans bon sens qui conduit les affaires! Il en faut donc revenir à notre refrain: Pauvre nation suédoise, en quelles mains es-tu tombée! Ton Charles XII avait sans doute un peu de folie dans la tête; mais il étoit brave; et ton roi, qui vient faire le spadassin en Poméranie, lorsque l'armistice existait, fut le premier à se sauver, lorsque ce même armistice qu'il rompit, fut expiré!

Ce que ce roi s'est permis alors contre les Français, en déclarant qu'il lui convenait de limiter à dix jours la prolongation de l'armistice qui avait été solennellement réglé à un mois, à dater de la signification de rupture, avait déjà prouvé, comme les derniers événements de Stockholm le prouvent encore, que les sentiments d'honneur et de vertu ne peuvent exister que dans une tête saine.

Mais S. M. le roi de Suède est très-éloigné de vouloir se réunir à S. M. I. dans les efforts pacifiques par lesquels l'Empereur a cherché à rétablir la tranquillité si long-temps troublée de l'Europe; tranquillité qu'on ne saurait espérer sans l'heureuse alliance des deux Empires les plus puissans du monde. Au contraire, le roi de Suède en s'éloignant de plus en plus de ces deux États, resserre ses liaisons avec l'ennemi commun, dont le système oppressif et la conduite inouïe envers les alliés les plus intimes de la Russie et de la Suède même, ne peuvent être vus de sang-froid par S. M. I.

Ces motifs ainsi que les soins que S. M. I. doit à la sûreté de ses propres États, l'obligent à placer votre pays sous sa protection, et à en prendre possession, afin de se procurer, par ce moyen, une garantie suffisante dans le cas où S. M. suédoise persévérerait dans la résolution de ne pas accepter les équitables conditions de paix qui lui ont été proposées par S. M. l'Empereur des Français, sous la médiation de S. M. I. Russe, dont les efforts ont été et sont encore dirigés vers le rétablissement d'une heureuse paix.

Bons voisins et braves Finnois, restez sans inquiétude et sans crainte dans vos demeures. Nous ne venons point comme ennemis; nous venons comme des amis, des protecteurs, pour assurer votre propre bonheur, et dans l'intention d'éloigner de votre pays les maux de la guerre dont vous seriez devenus les victimes. Ne vous laissez point engager à prendre les armes ou à nuire, de quelque manière que ce soit, aux troupes que S. M. I. m'a confiées. Toute personne qui manquera à ces ordres, n'a qu'à s'attribuer à soi-même les suites de sa désobéissance. C'est la volonté de S. M. I. que toutes les affaires du pays aient leur cours ordinaire, conformément à vos lois, statuts et coutumes, qui resteront en vigueur tant que les troupes de S. M. I. seront obligées d'occuper le pays. Les fonctionnaires civils et militaires sont confirmés dans leurs emplois respectifs, à l'exception toutefois de ceux qui sont nés suédois et qui pourraient se servir de leur autorité pour égarer le peuple et le conduire à des mesures contraires à son propre intérêt. Tout ce qui est nécessaire à l'entretien et à la nourriture des troupes, sera payé comptant et sur-le-champ. Toute fourniture sera acquittée d'après une convention à l'amiable entre nos commissaires et ceux du pays. Enfin, telle est la sollicitude de S. M. I. pour votre bonheur, qu'elle a ordonné d'augmenter les magasins existans, afin que les habitans indigens, aussi bien que les troupes, en puissent tirer leur subsistance.

Comme cependant il pourrait y avoir des circonstances qui exigeraient des résolutions unanimes et des délibérations dirigées par une confiance réciproque, vous êtes invités par la présente à nommer et à envoyer à Abbo vos députés provinciaux dans l'ordre constitutionnel établi par vos diètes, afin que ces députés y délibèrent sur ce qui pourra dans la suite se faire pour le bien du pays.

Ainsi, dès ce moment, et jusqu'à nouvel ordre, le grand-duché de Finlande sera considéré comme les autres provinces conquises par la Russie, et qui, sous le doux gouvernement de S. M. I. et de ses prédécesseurs, jouissent de la plus heureuse tranquillité. Le libre exercice du culte et tous les privilèges dont les Finnois jouissent depuis un tems immémorial, leur sont conservés avec tout ce qui en dépend. Les contributions ordinaires seront payées conformément à l'ancien cadastre; seulement les gages des employés resteront sur le pied établi.

On fait savoir ces dispositions à qui de droit, en enjoignant à chacun de s'y conformer, ainsi qu'à tout ce qui pourrait être ordonné par les ukases de S. M. I.

Signé BUXHOWDEN, général en chef.

DANEMARCK.

Rendsbourg, le 13 mars.

Ce matin à sept heures, S. M. Christian VII, roi de Danemarck et de Norwège, a terminé sa carrière à l'âge de 60 ans. Ce monarque est mort dans cette ville, d'une attaque d'apoplexie. Il étoit né le 20 janvier 1749. Son fils, le prince Royal, qui est en ce moment à Copenhague, a été proclamé sur-le-champ roi de Danemarck, sous le nom de Frédéric VI. Ce prince monte sur le trône à l'âge de 40 ans. Il est né le 28 janvier 1768.

Copenhague, le 14 mars.

M. d'Alopeus, ministre de Russie, arrêté à Stockholm, a cependant trouvé le moyen de faire parvenir ici une lettre qu'on vient d'expédier à Pétersbourg. Le roi de Suède, qui depuis long-tems foule aux pieds les convenances, et dont la tête sans mesure ne conçoit que des choses déréglées, a très-mal répondu au corps diplomatique qui lui faisait d'énergiques récla-

mations sur l'arrestation de M. d'Alopeus. Il vient de faire plus; il a fait dévaliser, à Abbo, un courrier russe venant de Pétersbourg adressé à M. d'Alopeus et a fait enlever les dépêches. — Comme tout le monde murmurait à Stockholm, le roi s'est retiré à Gripsholm.

Notre cour vient de déclarer la guerre à la Suède; les lettres de marque ont été expédiées contre les bâtimens suédois.

Ce qu'on a de la peine à concevoir, c'est qu'aucuns préparatifs de défense paraissent n'avoir lieu en Suède. Un voyageur qui vient d'arriver de Stockholm n'a vu aucuns mouvemens de troupes sur sa route. La côte est désarmée comme l'étoit la Finlande. En vérité, on ne peut que déplorer le sort de cette intéressante nation suédoise; il lui arrive ce qui est arrivé au Portugal que l'Angleterre a secouru en s'emparant de l'île de Madère. C'est aujourd'hui qu'il faut bien reconnaître que si la révolution de 1778 a eu des avantages, elle a été le germe d'événemens bien funestes pour la Suède.

DÉCLARATION.

Le gouvernement danois a attendu avec une juste impatience l'effet des soins que la cour de Pétersbourg a pris pour ramener la Suède, par des voies amiables, à des intérêts qui lui sont communs avec le Nord entier, et à des principes qui forment le premier nœud de ses liens avec la Russie et le Danemarck. Ces soins ayant définitivement échoué, le gouvernement danois se trouve placé vis-à-vis de la Suède, dans une position qui ne saurait plus long-tems lui permettre de souffrir l'incertitude de ses rapports avec elle. Il n'y a pas à se dissimuler ce que sont devenus ces rapports depuis qu'une agression perdue à subitement arraché le Danemarck de la route dont, durant une longue suite d'années, il ne s'étoit pas permis la moindre déviation. L'attentat commis par la Grande-Bretagne contre un pays neutre et paisible a fait retentir l'Europe d'un seul cri d'indignation, et l'on s'est empressé de toute part d'offrir au gouvernement danois le témoignage du plus vil intérêt. La cour de Stockholm seule, en dépit des liens particuliers qui l'unissent avec celle de Copenhague, a gardé un silence absolu, et ne l'a enfin rompu que pour proférer les plaintes les moins légitimes, et des reproches bien mal fondés par rapport aux inconvéniens qui étoient résultés indirectement pour elle des événemens de la guerre, ainsi que des mesures de rigueur que l'état violent où le gouvernement danois s'est trouvé tout-à-coup réduit, l'a impérieusement obligé à adopter, et que les chicanes et les tracasseries sans fin qu'elles lui ont suscitées de la part de la Suède, ont été peu propres à lui faire abandonner. Le cabinet danois aurait été fort embarrassé à s'expliquer cette conduite de la part d'un souverain dont il s'étoit plu à envisager les intérêts, les principes et les sentimens, comme également blessés par une atrocité qui a soudainement allumé le feu de la guerre dans le Nord, s'il n'avait eu bientôt lieu de s'apercevoir que le sentiment qui, en cette circonstance, a déterminé les résolutions du roi de Suède, n'étoit pas celui de l'indifférence. La facilité surprenante avec laquelle ce monarque a consenti, plusieurs semaines avant la reddition de Stralsund, au départ de la majeure partie des forces anglaises de la Poméranie, où elles paraissent n'être arrivées que pour y attendre le moment d'être transportées en Suède, et le soin que S. M. suédoise a pris d'informer sa nation, que ce rembarquement se faisait en vertu d'un article séparé de sa convention avec la Grande-Bretagne, ont fourni les premiers indices d'une intelligence secrète aux dépens du Danemarck. Ces indices n'ont pas tardé à se multiplier. Le gouvernement danois ignore l'étendue des services et des secours que ses ennemis ont reçus dans les ports de la Suède; mais il en a éprouvé les effets de la manière la plus funeste pour lui. L'impression que les rapports de tout genre et les communications non interrompues, que les Anglais n'ont trouvé aucune difficulté à entretenir avec la Suède, ont dû faire sur la nation danoise, est facile à concevoir. Il n'a pu échapper à personne ce qu'il y eut d'insultant pour le Danemarck dans le plaisir que le roi de Suède a paru prendre à se rendre, sur la rive opposée du Sund, témoin personnel de toutes les injustices et de toutes les injures faites à ce pays voisin, dans les caresses et les distinctions sans nombre prodiguées aux chefs des forces anglaises, dans les honneurs que ceux-ci se sont à leur tour empressés de rendre avec affectation à l'allié de leur souverain, et dans les démonstrations de respect en faveur de S. M. suédoise, auxquelles les vaisseaux de guerre danois, arrachés de force du port de Copenhague, ont été à leur passage du Sund assujettis sous le canon même de la forteresse, à laquelle leurs saluts auroient été dus. Quelque peu favorable que fût le jour, où le concours de ces différentes circonstances dut nécessaire-

ment faire paraître les dispositions du roi de Suède, à l'égard du gouvernement danois, celui-ci n'a pas à se reprocher de s'être gratuitement exagéré des apparences que la cour de Stockholm, loin de se donner aucune peine pour les écarter, a bien plutôt paru prendre à tâche de faire naître, de nourrir et de renforcer par tout ce qui a pu dépendre d'elle. Mais il y eut bientôt plus que de simples apparences. Le gouvernement anglais fut le premier à dévoiler au Danemarck les dispositions ouvertement hostiles de S. M. suédoise. L'Europe connaît déjà les explications que cette dénonciation a amenées entre le Danemarck et la Suède. L'on a vu qu'interpellé de la manière la plus franche et la plus amicale à se déclarer à ce sujet, le roi de Suède a commencé par vouloir en éluder la nécessité, et que, plus vivement pressée, Sa Majesté a fini par donner une réponse louche, équivoque et insultante. Cette réponse paraissant cependant en quelque sorte impliquer un démenti donné à l'Angleterre, le gouvernement danois s'en contenta pour le moment, et crut devoir dissimuler ses justes griefs contre la Suède, dans l'espoir que celle-ci, éclairée sur ses véritables intérêts, et réfléchissant mûrement aux conséquences de ses résolutions, finirait par céder aux représentations que la cour de Pétersbourg lui a faites avec autant de ménagement que de patience pour l'engager à renoncer à ses liaisons avec la Grande-Bretagne, devenues évidemment frivoles et incompatibles avec la tranquillité du Nord, et en particulier avec la sûreté du Danemarck.

Le gouvernement danois ne connaît que très-imparfaitement la nature et l'étendue des engagements que la Suède a pris vis-à-vis de l'Angleterre. Quel que puisse cependant en être l'objet, quelle la tendance, personne ne saurait ni mieux concevoir ni respecter plus que lui la répugnance de S. M. suédoise à manquer à des obligations contractées. Mais le cabinet de Copenhague n'ignore pas que le gouvernement suédois lui-même est convenu que le terme de ses engagements est expiré tout récemment et après que le cabinet de Saint-James s'est démasqué aux yeux de l'Europe, et c'étoit été injurier la cour de Stockholm que de supposer que dans l'époque présente elle eût voulu en contracter de nouveaux avec une puissance qui a tout fait pour l'en dégoûter, et qui lui a fourni les motifs les plus légitimes pour rompre ses liaisons avec elle. En vérité, a-t-on pu oublier à Stockholm que l'Angleterre a sacrifié ses alliés l'un après l'autre aux calculs de son perfide égoïsme, et qu'après avoir long-tems déçu et égaré la Suède par de fausses promesses, elle ne lui a enfin envoyé des secours tardifs que pour donner plus d'éclat à ses revers? Le gouvernement suédois n'a-t-il, en effet, pas senti que, calomnié ou trahi par les communications que le ministre britannique a faites au Danemarck, il se voit par son allié injurieusement compromis aux yeux de l'Europe entière? Ce gouvernement a-t-il vraiment pu se dissimuler que les violences commises dans le Sund, que la violation de la Baltique, qu'un brandon jeté d'une main féroce dans le Nord, provoqueraient de la part des puissances lésées, insultées ou menacées, une résistance qui réduirait la Suède promptement et nécessairement à l'alternative, ou de concourir à la défense et à la vengeance du Nord outragé, ou d'abjurer ses intérêts les plus évidens, ses plus anciens principes, et ses droits les plus légitimes, pour se rendre l'instrument aveugle des vues forcées d'un gouvernement, qui a osé diriger ses attaques contre les premières bases de la sûreté, de la prospérité et de la dignité des puissances du Nord? Ces considérations peuvent-elles être balancées par l'avantage frivole des subsides, au prix desquels le cabinet de Londres se montre toujours prêt à acheter des alliés, qu'il prétend se réserver par-là même le droit de traiter en mercenaires?

Les résolutions du roi de Suède ayant cependant frustré les dernières espérances de ses voisins, le gouvernement danois ne saurait plus hésiter à prendre à son tour le parti que sa sûreté, l'intérêt général du Nord, son attachement pour la Russie, et la nature de ses liens avec cette puissance lui prescrivent impérieusement. Au moment où la Suède est de nouveau menacée par des forces anglaises auxquelles déjà les ports de Suède servent de point de réunion, où l'ennemi du Nord vient de s'assurer de la dépendance de la cour de Stockholm par de nouveaux secours pécuniaires, où les propos publics du ministère anglais dévoilent suffisamment la nature des engagements encore subsistans ou renouvelés entre les deux alliés, le gouvernement danois se croit en droit de préférer un état d'inimitié ouverte à des rapports précaires et équivoques avec un voisin, dont les dispositions sont devenues de plus en plus suspectes, et que depuis long-tems il n'a pu envisager que comme un ennemi masqué. S. M. le roi de Danemarck déclare par conséquent, qu'elle adopte en entier les résolutions de la Russie par rapport à la Suède, et qu'elle ne séparera sa cause en rien d'avec celle de S. M. l'Empereur Alexandre, son auguste et fidèle allié.

Fait à Copenhague, ce 29 Février 1808.

ALLEMAGNE

Vienne, le 8 mars.

Les délibérations sur le premier projet de Code civil pour les Etats autrichiens héréditaires, avaient été closes à la fin de l'année 1806; mais le nouveau projet, rédigé d'après ces délibérations, avait besoin d'une révision pour en remplir les lacunes, en faire disparaître jusqu'à l'apparence d'une contradiction, et y apporter, quant au fonds et quant à la forme, les corrections nécessaires, et dont on ne peut juger que sur l'aperçu général de tout l'ouvrage. Le rapporteur a communiqué, par écrit, ses observations aux membres nommés pour cette révision, et de nouvelles délibérations ont eu lieu, dans lesquelles ces membres ont proposé eux-mêmes leurs idées. Ce travail est maintenant achevé; et depuis le commencement de cette année, le projet de Code a été soumis à l'approbation de l'Empereur.

(Publiciste.)

Francfort, le 17 Mars.

S. A. Em. le prince-primat est attendu ici demain. La bourgeoisie de cette ville se propose de lui donner une fête très-brillante. On se flatte que S. A. restera à Francfort jusqu'au mois de mai.

(Gazette de France.)

BAVIERE.

Munich, le 15 mars.

Notre cour vient de donner des ordres pour transformer l'ancien collège des Jésuites et le couvent des Augustins à Augsbourg en casernes pour les troupes, afin d'alléger, pour les habitants, le fardeau des logemens militaires.

(Publiciste.)

ISTRIE.

Trieste, le 12 mars.

M. Adair, ambassadeur d'Angleterre, est arrivé dans cette ville. On lui a donné toute facilité pour prévenir le commodore Campbell, commandant deux frégates du côté de Lussin-Piccolo. Ce commandant, garanti par ces avis, est arrivé devant Trieste. Il a eu la bassesse de s'emparer d'un bâtiment marchand autrichien. Cette conduite a indigné l'ambassadeur anglais lui-même, qui lui a représenté qu'il faisait un acte injuste, étant venu pour lui et par les facilités que lui avaient données les Autrichiens; mais l'officier anglais l'a laissé dire et a emmené sa prise. La division russe de quatre vaisseaux, qui est dans ce port, n'a fait aucun mouvement; elle pouvait facilement s'emparer de cette frégate.

ROYAUME DE HOLLANDE.

Utrecht, le 17 mars.

Les différens corps de l'armée hollandaise rivalisent de générosité et d'empressement à exercer les actes les plus touchans d'humanité en faveur des infortunés habitans de la Zélande.

— L'on mande d'Aurich, en date du 11, que, le même jour, les commissaires ont pris formellement possession, au nom de S. M. le roi de Hollande, de la Frise orientale, ainsi que des seigneuries de Jever, Kniphausen et Varel.

(Journal du Commerce.)

INTÉRIEUR.

Ostende, le 18 mars.

Il n'y a eu, dans le courant de cet hiver, aucun événement important à Boulogne, à Dunkerque et à Ostende; les ouvrages, le long des côtes et dans les ports ont, sans doute, souffert, des inondations; mais on est occupé à les réparer, et bientôt on n'apercevra plus aucune trace de ces événemens désastreux. L'armement des corsaires se poursuit toujours, dans ces ports, avec d'autant plus d'activité, que les profits qui en sont résultés pour les armateurs, ont été très-considérables. Le commerce de Paris prend part aujourd'hui à ces spéculations; ce qui arrivait rarement autrefois. Les nouvelles que l'on reçoit de Nantes, de Bordeaux et d'autres ports de l'Océan, sont conformes aux renseignemens avantageux que nous donne, dans nos parages, l'état des armemens en course. Déjà aussi plusieurs maisons de commerce de la Belgique, placent une partie de leurs capitaux dans ces sortes d'entreprises.

Paris, le 24 mars.

DECRETS IMPERIAUX.

Un décret du 24 de ce mois contient les dispositions suivantes :

Vu le sénatus-consulte du 12 octobre 1807, concernant l'ordre judiciaire ;

Vu les rapports du grand-juge ministre de la justice, relatifs à ceux des juges des cours et tribunaux qui lui ont paru devoir être soumis à l'examen de la commission créée par l'art. 3 dudit sénatus-consulte ;

Vu enfin le procès-verbal des opérations de ladite commission, contenant son avis motivé ;

Les juges ci-après dénommés cesseront leurs fonctions ; savoir :

RESSORT

De la cour d'appel séante à Agen.

Amadiou, juge au tribunal de première instance séant à Cahors, département du Lot.

Conté, juge au même tribunal.

RESSORT

De la cour d'appel séante à Aix.

Brun, l'un des vice-présidens du tribunal de première instance séant à Marseille.

Chaleil, juge au même tribunal.

Ugo, juge au tribunal de première instance séant à Nice, département des Alpes-Maritimes.

Dalmassy, juge au tribunal de première instance séant au Puget-Théniers, même département.

RESSORT

De la cour d'appel séante à Ajaccio.

Natali, juge-suppléant en la cour de justice criminelle du département du Liamone.

RESSORT

De la cour d'appel séante à Amiens.

Margerin, second président de la cour d'appel

Daras, juge au tribunal de première instance séant à Soissons, département de l'Aisne.

RESSORT

De la cour d'appel séante à Besançon.

Nodidier, juge au tribunal de première instance séant à Besançon, département du Doubs.

Parguez, juge au tribunal de première instance séant à Saint Hypolite, même département.

Parent, juge au même tribunal.

Lené, juge au tribunal de première instance séant à Lure, même département.

Darié, juge au tribunal de première instance séant à Gray, même département.

Regnauld, président du tribunal de première instance séant à Dôle, département du Jura.

Charve, juge au même tribunal.

RESSORT

De la cour d'appel séante à Bourges.

Perot-Ligodière, juge au tribunal de première instance séant au Blanc, département de l'Indre.

RESSORT

De la cour d'appel séante à Bruxelles.

Simon, juge-suppléant au tribunal de première instance séant à Mons, département de Jemmapes.

Caire, juge au tribunal de première instance séant à Anvers, département des Deux-Nèthes.

Maisonneuve, juge au tribunal de première instance séant à Malines, même département.

RESSORT

De la cour d'appel séant à Colmar.

Roussel, président du tribunal de première instance séant à Delemont, département du Haut-Rhin.

Cambesfort, juge au tribunal de première instance séant à Schlestadt, département du Bas-Rhin.

Kieffer, juge au même tribunal.

Behr, juge-suppléant au tribunal de première instance séant à Saverne, même département.

RESSORT

De la cour d'appel de Douay.

Vallez, juge au tribunal de première instance séant à Valenciennes, département du Nord.

RESSORT

De la cour d'appel séant à Gènes.

Saporiti, l'un des vice-présidens du tribunal de première instance séant à Gènes.

Raffo, juge au même tribunal.

Alberti, juge au même tribunal.

Sicca, président du tribunal de première instance séant à Voghera, même département.

Muzio, juge au tribunal de première instance séant à Savonne, département de Montenotte.

Nervi, juge au même tribunal.

Colla, juge-suppléant au même tribunal.

Figari, juge au tribunal de première instance de Port-Maurice, même département.

Benso, juge au même tribunal.

Dacorsi, juge au tribunal de première instance séant à Chiavari, département des Apennins.

RESSORT

De la cour d'appel séante à Liège.

Mersch, président du tribunal de première instance séant à Marche, département de Sambre et Meuse.

Damblon, juge au même tribunal.

Jacquet, juge au même tribunal.

Effertz, président du tribunal de première instance séant à Aix-la-Chapelle, département de la Roër.

Tryst, juge au même tribunal.

Dahmen, juge au même tribunal.

Knappertz, président du tribunal de première instance séant à Crévelt, même département.

Aldenhoven, juge au même tribunal.

RESSORT

De la cour d'appel séant à Metz.

Plessis, vice-président du tribunal de première instance séant à Metz, département de la Moselle.

RESSORT

De la cour d'appel séant à Montpellier.

Boutes, juge au tribunal de première instance séant à Céret, département des Pyrénées-Orientales.

RESSORT

De la cour d'appel séant à Nîmes.

Faure, juge en la cour de justice criminelle du département de Vaucluse.

Giraudi, juge au tribunal de première instance séant à Carpentras, même département.

Garcin, juge au même tribunal.

Chayard, président du tribunal de première instance séant à Orange, même département.

Chabrol, juge au même tribunal.

RESSORT

De la cour d'appel séante à Paris.

Lecourbe, juge en la cour de justice criminelle du département de la Seine.

Rigault, juge en la même cour.

Bexon, l'un des vice-présidens du tribunal de première instance du département de la Seine.

Soubdès, juge au même tribunal.

Legras, juge au même tribunal.

Benaben, juge en la cour de justice criminelle du département de l'Aube.

RESSORT

De la cour d'appel séante à Pau.

Labroquière, juge au tribunal de première instance séant à Lourdes, département des Hautes-Pyrénées.

Laborde-Coupeau, président du tribunal de première instance, séant à Oléron, département des Basses-Pyrénées.

RESSORT

De la cour d'appel séant à Riom.

Rosagnol, président du tribunal de première instance, séant à la Palisse, département de l'Allier.

RESSORT

De la cour d'appel séante à Rouen.

Daupley, président du tribunal de première instance séant à Neufchâtel, département de la Seine-Inférieure.

RESSORT

De la cour d'appel séante à Toulouse.

Gérus, juge au tribunal de première instance séant à Saint-Girons, département de l'Arriège.

RESSORT

De la cour d'appel séante à Trèves.

Wernekow, président du tribunal de première instance séant à Coussel, département de la Sarre.

Gunster, Labaute, juges au même tribunal.

Reineck, juge au tribunal de première instance séant à Simmern, département de Rhin-et-Moselle.

Walsch, juge au même tribunal.

RESSORT

De la cour d'appel séante à Turin.

Bertolin, président de la cour de justice criminelle du département de la Stura.

MINISTÈRE DU TRÉSOR-PUBLIC.

Paiement de la dette publique, à effectuer à Paris, du lundi 28 mars 1808, au samedi 2 avril, savoir :

CINQ POUR CENT CONSOLIDÉS.

Semestre échu le 22 mars 1808.

Bureaux 1. A, P.	1200
2. D, du n° 1 à.	2200
3. G, H.	1200
4. M, N, O.	1000
5. C, K.	1200
6. L.	2200
7. Q, R, U, V, W.	700
8. B.	2200
9. E, I, J, S.	600
10. F, T, X, Y, Z.	700
11. D, du n° 43503 à.	44600

Le lundi 28, mercredi 30 mars, et vendredi 1^{er} avril.

N. B. Le tableau ci-dessus est le développement des numéros portés dans la 1^{re} colonne de l'affiche générale, comme devant être payés dans la 1^{re} semaine. — (Voyez le Moniteur du 20 mars.)

DETTE VIAGÈRE ET PENSIONS.

Semestre échu le 22 décembre 1807.

Dette viagère.

(1^{re} classe ou sur une tête.)

Bureaux 1. du n° 1 au n°.	11500
2. du n° 11501 à.	23000
3. du n° 23001 à.	34500
4. du n° 34501 à.	46000
5. du n° 46001 à.	57500
6. du n° 57501 à.	la fin.

(2^e classe ou sur 2 têtes.)

7. du n° 1 à.	16000
8. du n° 16001 à.	la fin.

(3^e et 4^e classes ou sur 3 ou 4 têtes.)

9. du n° 1 à.	la fin.
--------------------	---------

Pensions ecclésiastiques.

Bureaux 9. du n° 1 à.	la fin.
----------------------------	---------

Pensions civiles.

10. du n° 1 à.	la fin.
---------------------	---------

Pensions nouvelles intégrales.

10. du n° 1 à.	la fin.
---------------------	---------

Pensions des veuves des Défenseurs de la Patrie.

11. du n° 1 à.	la fin.
---------------------	---------

Le mardi 29 mars.

PAIEMENT DES SEMESTRES ARRIÉRÉS.

Cinq pour cent consolidés.

Le jeudi 31 mars, depuis le 2^e semestre an 11

jusqu'au semestre échu le 22 septembre 1807 inclusivement; par tous les bureaux.

N. B. Le samedi 2 avril est réservé dans tous les bureaux pour la vérification des paiements dans les départements.

Les bureaux de paiement seront ouverts à neuf heures du matin.

CONCERTS.

Déterminée par les sollicitations pressantes des personnes qui avaient une idée juste de son talent, et encouragée par les suffrages des premiers maîtres et des amateurs les plus distingués de son art, M^{lle} Colbran vient de se faire entendre dans un second concert : on peut dire que dans le premier, elle n'avait pas été bien entendue : des airs mal choisis, trop peu de répétition et d'ensemble, des chœurs nombreux se mêlant trop souvent à la voix de la cantatrice, une salle peu favorable, un froid excessif, un auditeur distrait, et par conséquent une virtuose reconnaissant ces augures défavorables, et contrainte à les justifier par le découragement même qu'ils faisaient naître, telle est l'idée exacte de ce premier concert, où personne ne put porter un jugement bien certain sur la nature du talent qui s'offrait à lui. Tout était changé au second concert : une salle élégante, une illumination pleine de goût, une réunion brillante d'auditeurs, un choix de morceaux que leur nouveauté pouvait rendre piquants pour la curiosité; et quant à M^{lle} Colbran, plus de choristes, mais la cantatrice seule, libre du développement de ses moyens, et n'ayant à commander qu'à un orchestre habile, attentif et docile : voici des auspices plus favorables, et M^{lle} Colbran s'est montrée tout-à-fait digne d'eux.

M^{lle} Colbran n'est encore ni dans la force de l'âge ni dans toute celle de son talent; mais la nature lui a donné des moyens assez beaux, et des dons assez heureux pour que l'art porte bientôt ce talent au plus haut degré. Elle n'éblouit pas par ces éclairs rapides, imprévus, et vraiment admirables, qui font de M^{me} Catalani une cantatrice absolument hors ligne, et qui la pourraient faire nommer la *Dumesnil* de son art : elle n'a pas encore la noblesse, le ton solennel et pathétique, et si l'on peut le dire en parlant du chant, l'élévation du style, et le *grandiose* de M^{me} Grassini; mais elle appartient à cette dernière école, à celle qui exprime, qui pénètre, qui émeut, et qui peut attendrir : elle déclame bien; son récit est assuré, sage, dramatique; sa méthode est égale, soutenue; le *cantabile*, cette pierre de touche dans son art, est la partie où elle est le plus assurée de plaire, si le *cantabile* est écrit d'une manière expressive à-la-fois et élégante; et ce peu de mots, nous le croyons, définit bien son talent, qui acquerra encore plus de flexibilité et un plus haut degré d'exécution.

Dans le second air qu'elle a chanté, air délicieux du célèbre virtuose Crescentini, M^{lle} Colbran a offert la réunion des qualités essentielles qui constituent une grande cantatrice : les applaudissements ont été universels et souvent réitérés : on peut dire que dans cette circonstance elle a conquis la place que ses amis lui assignaient, et qu'un goût sévère s'efforçait jusqu'ici de lui contester.

On annonce que l'Opéra de Milan sera bientôt en possession du talent de cette cantatrice.

Tel est trop souvent le destin de notre capitale : elle reçoit les talents de l'étranger, elle les accueille, elle les encourage, elle les éclaire sur leurs défauts, leur indique la route qu'ils doivent tenir, et les rend à l'étranger plus parfaits qu'elle ne les avait reçus : le goût épuré de ses amateurs, l'habitude qu'ils ont d'apprécier les talents divers et de comparer entr'eux les maîtres dans tous les genres, forme en quelque sorte au sein de Paris une école libre et indépendante à laquelle les artistes les plus habiles ont dû de nouveaux progrès. Nous croyons que sous ce rapport, son trop court séjour à Paris aura été d'une utilité réelle à M^{lle} Colbran, et que la reconnaissance la ramènera bientôt au sein d'une ville devenue la capitale des arts, et par conséquent son domicile véritable. S...

Cours de Rhétorique et de Belles-Lettres; par Hugues Blair, traduit de l'anglais par P. Prevost, professeur de philosophie à Genève, correspondant de l'Institut impérial, de l'Académie royale de Berlin, des Sociétés royales de Londres et d'Edimbourg, etc. 4 vol. in-8° br. — 1808.

Prix, 24 francs.

A Genève, chez Manget et Cherbulin;

Et à Paris, chez Tilliard, frères, libraires, rue Pavée-Saint-André, n° 16; Lhuillier, libraire, rue Saint-Jacques; Lenormant, libraire, rue des Prêtres-Saint-Germain; Buisson, libraire, rue Gît-le-Cœur.

COURS DU CHANGE.

Bourse d'hier.

CHANGES EXTÉRIEUR ET INTÉRIEUR.

	à 30 jours.	à 90 jours.
	fr. c.	fr. c.
Amsterdam b ^o .	55 $\frac{1}{2}$	56 $\frac{1}{2}$
— courant	56 $\frac{1}{2}$	56 $\frac{1}{2}$
Hambourg.	180 $\frac{1}{2}$	180
Madrid effect.	15 75	15 60
— vales.	15 75	15 60
Cadix effect.	15 75	15 60
— vales.	15 75	15 60
Barcel. effect.	435 r	445 r
Lisbonne.	505 c	502 c
Livourne.	505 c	502 c
Naples.	505 c	502 c
Milan.	7 ¹ 18 6 d. p. 6 ¹	7 ¹ 19 6 d.
Bâle.	$\frac{1}{2}$ p.	$\frac{1}{2}$ p.
Francfort.	250	249
Auguste.	116	116
Vienne.	116	116
St-Petersbourg.		
Lyon.	$\frac{1}{2}$ p.	1 $\frac{1}{2}$ p.
Marseille.	pair.	1 p.
Bordeaux.	pair.	1 p.
Montpellier.	p.	1 p.
Gènes eff.	4 75	4 72
Geneve.		160 $\frac{1}{2}$

EFFETS PUBLICS.

Cinq p. $\frac{1}{2}$ jous. du 22 mars 1808.	84 fr. 5 c.
Idem. jous. du 22 sept. 1808.	81 fr. 10 c.
Rescriptions sur domaines.	92 fr. c.
Act. de la B. de Fr.	1258 fr. 75 c.

Entreprises particulières.

Caisse des rentiers.	fr. c.
Actions des ponts, j. du 1 ^{er} janv.	fr. c.
Actions de Vaucluse, j. du 1 ^{er} mai.	fr. c.

SPECTACLES.

Académie Impériale de Musique. Aujourd'hui le Triomphe de Trajan, op. en 3 actes.

Théâtre Français. Les comédiens ordinaires de S. M. l'EMPEREUR donneront aujourd'hui,

Théâtre de l'Impératrice, rue de Louvois. Les comédiens ordinaires de S. M. donneront aujourd'hui,

Théâtre de l'Opéra-Comique. Les comédiens ordinaires de S. M. l'EMPEREUR donneront aujourd'hui la 5^e repr. de M^{lle} de Guise, opéra en 3 actes.

Théâtre du Vaudeville, rue de Chartres. Aujourd'hui la Vallée de Barcelonnette; Edouard et Adèle, et les Pages.

Théâtre de la Gaîté, boulevard du Temple. Dem. la 1^{re} repr. du Mariage du Mélo-drame et de la Gaîté.

Ambigu-Comique, boulevard du Temple. Aujourd'hui les Suppléants; le Jugement de Salomon, et la Philosophie en défaut.

Théâtre Montansier, Palais du Tribunal. Dem. Grands exercices par M. Ravel et sa troupe.

Cirque Olympique de MM. Franconi, fils. Dem. grands exercices d'équitation, et les Français en Pologne.

Panorama. Les vues des villes d'Amsterdam, et de Boulogne, sont exposées dans les deux rotondes boulevard Montmartre, depuis dix heures du matin jusqu'à six du soir. — Prix d'entrée, 2 fr. chaque.

Panharmonicon, rue du Lycée, près le Palais-Royal, en face du passage de la galerie de bois, au premier; l'entrée est par la Cour des Fontaines, n° 1. Concert tous les jours, à huit heures du soir.

Cabinet de Physique et de Fantasmagorie de M. le Breton, rue Bonaparte, à l'ancienne Abbaye Saint-Germain, vis-à-vis la poste aux chevaux. Ce Cabinet est ouvert tous les mercredis, vendredis et dimanches, à sept heures du soir, à huit heures les expériences de physique, à neuf heures la fantasmagorie. — On terminera par un orage, et la danse des sorciers. — Prix, 3 fr., et 1 fr. 50 cent.

Théâtre de la Nouveauté, rue de Grenelle. S. - Honoré. Spectacle tous les jours, sans exception, à huit heures. M. Olivier fera les Tours les plus curieuses; et répètera les mêmes divertissements qu'il a eu l'honneur d'exécuter à Fontainebleau devant LL. MM. II. et RH., et devant la Cour.

A Paris, de l'imprimerie de H. AGASSE, propriétaire du Moniteur, rue des Poitevins, n° 6.